

MICHAEL LOTHIAN

Membre de la Chambre des Lords, ancien député du Parti conservateur

Ali ASLAN

Michael Lothian, chaque fois que nous nous rencontrons, il semble que ce soit une période cruciale pour le Brexit. C'était le cas l'année dernière et il semble que ce soit également le cas actuellement. Je suis très curieux d'entendre votre évaluation sur l'état actuel du Brexit même si je comprends que vous allez avoir une longueur d'avance et nous parler du Royaume-Uni dans un monde post-Brexit.

Je suis ravi d'avoir été invité à apporter une contribution britannique à cette discussion européenne. J'avais espéré à nouveau que cette année le Brexit serait réglé et que la partie serait plus facile que l'année dernière, mais malheureusement, ce n'est pas le cas. Le Brexit semble durer encore et encore et je me demande si le Brexit ne va pas imiter Margaret Thatcher, qui a déclaré un jour qu'elle ne s'arrêterait jamais. Je voudrais commencer par un postulat simple, à savoir qu'avec le Brexit, le Royaume-Uni quitte certes l'Union Européenne, mais ne quitte pas l'Europe. C'est un facteur essentiel : nous sommes une partie inséparable de l'Europe. Notre sécurité fait partie de la sécurité de l'Europe. Nos traditions démocratiques et nos valeurs culturelles, sans parler de notre histoire, sont inextricablement liées à celles de l'Europe, mais nous sommes une île et c'est là l'origine du problème. Nous n'avons jamais été à l'aise avec les limites de l'UE. Nous aurions pu être très heureux avec l'*Europe des Patries* du général de Gaulle. Nous aurions pu progresser au sein de la Communauté Économique, ce à quoi nous avons adhéré à l'origine, mais nous avons toujours été mal à l'aise face à la volonté d'une union toujours plus étroite et d'une éventuelle intégration, et c'est là que la crise a éclaté.

Je ne veux pas revenir sur les arguments du Brexit, mais plutôt sur l'avenir de l'après-Brexit. Pour le moment, il reste encore de nombreuses zones d'incertitude, sans parler du discours obscurci des négociateurs. Il est donc inutile de discuter de l'avenir des négociations. Ce n'est pas une critique. En tant que ministre, j'ai participé à de nombreuses négociations et c'est la fin des négociations qui est toujours la plus difficile, quand il s'agit de ne pas dévoiler tout son jeu.

Le Brexit ne se fera pas sans douleur sur le plan économique, évidemment, non seulement pour le Royaume-Uni, mais pour le reste de l'UE, et nous devons y faire face. Le Brexit implique un changement fondamental, et ce changement fondamental provoque des turbulences, du moins à court terme. Si certaines turbulences peuvent être atténuées, à mon avis, à long terme, les choses vont se calmer et l'intérêt mutuel de chacune des parties favorisera la reprise d'un commerce profitable, même si cela prend un peu de temps.

Cependant, il y a déjà certains domaines pour lesquels nous devrions examiner de près notre futur rôle en Europe. Tout d'abord, en ce qui concerne la sécurité, face à l'insécurité mondiale actuelle, il est déjà nécessaire d'envisager une réponse européenne coordonnée, et je dis « européenne » car il ne s'agit pas de l'UE. Il s'agit de la capacité plus grande des nations européennes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, à fournir des résultats à de nombreux niveaux différents. Le premier d'entre eux est le renseignement. J'ai un intérêt tout particulier pour le renseignement. Je suis encore membre du comité du renseignement britannique. En cette période de turbulences, face à la sophistication croissante des méthodes terroristes, la capacité à accéder à et à surveiller les différents niveaux de cyberactivité et de communication de ces terroristes est déjà devenue cruciale. Il est généralement admis que les États-Unis, via la NSA, et le Royaume-Uni, via le GCHQ, sont à la pointe de la technologie dans ce domaine. Tous les pays européens en ont la capacité, à un degré ou à un autre, et il n'y a pas de place ici pour l'orgueil. Il est évident que nous devons pratiquer l'échange et le partage de renseignements. Les États-Unis et le Royaume-Uni le font déjà à un degré très élevé et à plus grande échelle, et c'est également notre cas depuis longtemps. Nous ne déjouons peut-être pas tous les complots, mais nous prévenons la grande majorité d'entre eux grâce à notre capacité à partager ces informations.

Le Brexit peut créer une certaine forme de fierté nationale chez chacune des parties, mais ce serait une folie de laisser cette attitude affecter négativement nos programmes antiterroristes. Nous devrions déjà nous préparer à faire en sorte que le Royaume-Uni et les pays de l'UE puissent partager le maximum de renseignements de la manière la plus efficace possible pour lutter contre le terrorisme international. C'est une question de coopération urgente et il ne



sert strictement à rien que des membres de haut rang de l'UE menacent d'expulser le Royaume-Uni du projet Galileo, auquel nous contribuons, après tout, depuis longtemps.

L'autre domaine sur lequel nous devons coopérer a trait aux menaces cybernétiques croissantes. La guerre cybernétique se développe de manière exponentielle et nous avons déjà constaté, dans certaines parties de l'Europe, notamment dans les pays baltes, les dégâts qu'elle peut causer. Aucun pays n'est en mesure de combattre seul ce problème. Une coopération et une collaboration extrêmement sophistiquées sont nécessaires et nous devons travailler de toute urgence sur ce problème crucial.

Un autre secteur vital est celui de la défense, avec tous les éléments qu'elle englobe. Les États-Unis vont de plus en plus détourner leur attention du théâtre atlantique au cours des dix prochaines années au profit du Pacifique, face au défi militaire et économique de la Chine. M. Trump n'est pas le seul à en parler. C'est un fait reconnu par les plus hauts niveaux de l'administration, qui espèrent que nous fassions de même. Cela ne signifie pas nécessairement la fin de l'OTAN dans sa forme actuelle, ni même la fin du soutien militaire américain en Europe. Cependant, l'Europe au sens le plus large devra assumer des efforts plus importants. Le Royaume-Uni est à mon avis au centre de tout ceci. Il est généralement admis dans les milieux militaires que, dans le cadre de cet engagement, les forces militaires disponibles des seuls États membres de l'UE ne seraient pas en mesure de pallier la perte occasionnée.

Le monde en dehors de l'Europe se complexifie de plus en plus, et il est dangereux de croire que la capacité militaire de l'Europe puisse y faire face sans l'aide significative du Royaume-Uni. L'armée britannique s'est peut-être fortement réduite depuis sa période faste, mais nous avons toujours l'équipement et l'expertise pour rendre notre participation vitale, en particulier dans un scénario de guerre où le nombre de bottes importe moins que le savoir-faire technique et les machines sophistiquées. Ce sera d'autant plus le cas que ce sont justement les atouts militaires actuels du Royaume-Uni. Ajoutez à cela notre expertise reconnue dans le domaine des forces spéciales, qui deviendront de plus en plus une arme de choix pour toute guerre terrestre, et le rôle de la Grande-Bretagne n'en sera que plus stratégique.

Les Britanniques joueront un rôle important en Europe à l'avenir, et je dois dire que nous serons plus que prêts à jouer notre rôle.

Ali ASLAN

Laissez-moi vous poser une question simple à laquelle vous répondrez, si possible, par oui ou par non. Concernant la dynamique actuelle au Royaume-Uni, qui voit la population réclamer un deuxième référendum, pensez-vous qu'un nouveau référendum soit réaliste et qu'il ait effectivement lieu ?

Michael LOTHIAN

Je ne le pense pas, pour deux raisons. La première est que nous ne pouvons pas organiser un deuxième référendum sans un vote du parlement en faveur de celui-ci, et pour des raisons de législation. Si on prend le parlement britannique actuellement, une majorité est pour l'absence de toute négociation, et je ne pense pas qu'une majorité revienne sur ses positions. Deuxièmement, l'argument en faveur d'un deuxième référendum consiste à dire que celui-ci sera différent. Or il s'agit du même référendum, sur la même question, et une fois que vous commencez ce genre de choses... Les référendums ne font pas partie de notre constitution. Ça commence par un deuxième référendum, puis un troisième et un quatrième, et quand cela se termine-t-il ?

Ali ASLAN

Les gens disent qu'ils n'étaient pas vraiment informés des conséquences de cette décision.

Michael LOTHIAN

Vous devez le savoir en tant que journaliste. Si vous organisez un référendum sur la base d'un oui ou d'un non, il est très difficile d'organiser un débat complet sur chaque question. C'est déjà assez difficile lors d'une élection générale, et ce qui est proposé actuellement est un nouveau référendum par oui ou non. Je ne pense pas que le résultat serait nécessairement différent.